

A black and white close-up portrait of Michel Rocard, an elderly man with glasses, wearing a dark suit and tie. He has a slight, thoughtful expression. The background is plain white.

MICHEL ROCARD

« Si ça vous amuse »

CHRONIQUE DE MES FAITS ET MÉFAITS

Flammarion

Extrait de la publication

MICHEL ROCARD

« Si ça vous amuse »

« Si ça vous amuse » : cette phrase est celle que François Mitterrand me disait lorsque, Premier ministre, j'osais aborder un sujet qu'il considérait de son domaine réservé, ou lui soumettais une idée à ses yeux incongrue. « Si ça vous amuse » : comme si être à Matignon, moderniser et faire progresser un pays, améliorer la vie de ses habitants, multiplier les réformes nécessaires relevait de l'amusement. Pour autant, ce « Si ça vous amuse » résume aussi, d'une certaine façon, mon propre parcours, tant j'ai eu plaisir à mener cette existence faite de combats, d'engagements et – surtout – d'actions.

C'est cette trajectoire, passée par le scoutisme, imprégnée de la figure d'un père hors du commun, bouleversée par la découverte des rescapés des camps de la mort, engagée dans la lutte contre la guerre d'Algérie, que je raconte ici. C'est cette trajectoire, placée sous le sceau du réformisme – au PSU comme aux ministères du Plan, de l'Agriculture et évidemment à Matignon, mais encore comme député européen – que je décris dans ces pages.

Mais comme je n'aime guère les Mémoires académiques qui compilent des petites phrases plutôt que de rendre honneur à la politique et au travail mené en son nom, qui versent dans un passé idéalisé plutôt que d'ouvrir des perspectives pour l'avenir, cet ouvrage va plus loin. De ce que j'ai réellement fait, les Français ne savent sans doute à peu près rien dans la mesure où, pour l'essentiel, cela n'a pas été raconté. Je me devais donc de réparer cette lacune à travers le récit d'une action personnelle et continue. Une manière d'extraire de mon long parcours ce qui, je l'espère, en restera. »

M.R.

Michel Rocard est né le 23 août 1930. Figure de la gauche et de la vie politique française, il a été – entre autres – ministre du Plan, de l'Agriculture, Premier ministre, député européen... Connu pour la résolution du conflit de la Nouvelle-Calédonie, la création du RMI et de la CSG..., créateur de l'économie sociale, architecte des sauvetages d'Air France, Renault..., engagé de longue date pour la défense de l'environnement, aujourd'hui il se consacre au réchauffement climatique, à la taxe carbone, à la gouvernance des zones polaires, aux mécanismes économiques et financiers de la sortie de crise, au désarmement nucléaire, au soutien à l'Afrique...

Flammarion

Extrait de la publication

« Si ça vous amuse... »

Chronique de mes faits et méfaits

Du même auteur

- Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Seuil, 1969
Le Marché commun contre l'Europe, Seuil, 1973
L'Inflation au cœur (avec Jacques Gallus), Gallimard, 1975
Parler vrai, textes politiques (1966-1979), Seuil-Points, 1979
À l'épreuve des faits, textes politiques (1979-1985), Seuil-Points, 1986
Un pays comme le nôtre, textes politiques (1986-1989), Seuil-Points, 1989
Le Cœur à l'ouvrage, Odile Jacob/Seuil, Paris, 1987
Un contrat entre les générations, Gallimard, 1991
La Nation, l'Europe, le monde (avec Aline Archimbaud et Félix Damette),
Éditions de l'atelier/Éditions ouvrières, 1995
Éthique et démocratie, Éditions Labor et Fides, 1996
L'Art de la paix/l'Édit de Nantes (avec Janine Garrison), Atlantica, 1997
Les Moyens d'en sortir, Seuil, 1998
Mutualité et droit communautaire, 1999, Documentation française
Mes idées pour demain, Odile Jacob, 2000
Entretien avec Judith Waintraub, coll. « Mémoire vivante », Flammarion, 2001
Pour une autre Afrique, Flammarion, 2001
Si la gauche savait, Entretiens avec Georges-Marc Benamou, Robert Laffont, 2005
La Deuxième Gauche, une histoire inachevée, entretien avec Michel Rocard, *Esprit*,
février 2006
Peut-on réformer la France ?, entretiens avec Frits Bolkestein, Autrement, 2006.
République 2.0 – Vers une société de la connaissance ouverte, 15 avril 2007, texte
intégral en ligne sur desirsdavenir.org (site Internet de campagne présidentielle
de Ségolène Royal)
Oui à la Turquie (avec Ariane Bonzon), Hachette Littératures, 2008
Notre Europe (avec Nicole Gnesotto), Robert Laffont, septembre 2008

Michel Rocard

« Si ça vous amuse... »

Chronique de mes faits et méfaits

Flammarion

© Flammarion, 2010
ISBN : 978-2-0812-3790-2

À Sylvie

Avant-propos

JE N'AIME GUÈRE LES MÉMOIRES

Si ça vous amuse...

Cette phrase me revient souvent en tête, d'une manière quelque peu lancinante.

La scène se passe en 1989, un mercredi matin de printemps vers 9 h 30, par une de ces journées magnifiques où la beauté du ciel enjolive toute l'agitation des vivants.

Dans le grand bureau lumineux ouvert sur le beau parc de l'Élysée, nous sommes deux. François Mitterrand, président de la République Française réélu un an plus tôt, reçoit comme il est habituel les mercredis et les vendredis matin son Premier ministre Michel Rocard, l'auteur de ces lignes et votre serviteur. Le Conseil des ministres va commencer ses travaux dans trente minutes.

L'objet de l'entretien est de vérifier que tout est bien prêt, qu'il n'y a plus ni doute ni réserve sur les projets de lois et de décrets qui doivent être approuvés, que les acceptations explicites nécessaires ont bien été recueillies sur toutes les nominations à prononcer et que la liste des ministres ou secrétaires d'État chargés de faire une communication au Conseil est formellement admise. Pour être plus exact, il faut dire que la conversation porte plus sur tous ces aspects pour les prochains Conseils des ministres à venir que sur celui du jour, pour lequel la vérification a déjà été faite. Mais nous avons fini. Chose rare, il reste un moment de libre.

Alors j'ose. « Monsieur le président de la République, puisqu'il nous reste un instant, je voudrais aborder un autre sujet. Ce faisant,

« Si ça vous amuse... »

je quitte résolument les plates-bandes qui sont les miennes pour pénétrer explicitement sur les vôtres. Je vous en demande pardon, mais je crois que c'est important. Il y a un domaine où je trouve notre activité nationale mal conduite et l'efficacité de nos services bien insuffisante. C'est le renseignement. »

Le président cesse de parsemer de sa signature les pages du gros parapheur qu'il feuilletait, tient le stylo en l'air, m'interrompt vite, un peu comme si j'en avais déjà trop dit, et profère : « Ah... mon grand échec ! » Je me permets : « Monsieur le Président, je n'ai rien voulu dire d'aussi grave, je pense seulement qu'une amélioration est nécessaire et possible... » « Si, si, ça marche très mal. J'ai tout essayé, j'ai beaucoup changé les hommes, rien n'y a fait. » « Justement, Monsieur le Président, je voudrais vous suggérer qu'il s'agit beaucoup moins d'une affaire d'hommes que de structures et de procédures. De Gaulle en 1972 avait transformé le système, il ne s'est rien passé depuis... »

Nous devisons. Un petit quart d'heure peut-être. À l'évidence, le président est agacé que je me mêle de ce qui ne me regarde pas à ses yeux, c'est-à-dire dans une interprétation exigeante de ce que sous Charles de Gaulle on appelait déjà le « domaine réservé ».

La dénonciation théorique de ce concept que je professe depuis bien des années ne m'est naturellement d'aucune aide dans cette conversation aux éléments de prestige rigoureusement étalonnés et hiérarchisés. Ma force vient d'ailleurs : ça marche en effet très mal dans le renseignement français.

Le président le sait, il découvre que je l'ai découvert aussi, il a tenté des changements, et n'a guère réussi.

Il n'est pas bien placé pour prétendre m'empêcher, au nom d'une délimitation « territoriale » de nos compétences, de tenter de réformer ce nouveau domaine de nos responsabilités si j'ai quelques idées à son sujet.

La conversation s'étire, elle ne lui est pas agréable. Il finit par lâcher, me regardant bien dans les yeux : « Si ça vous amuse... »

La phrase est claire, mais il faut quand même, comme d'habitude, décoder.

Je comprends : « Je ne tiens guère à ce que vous vous occupiez de cela. Très clairement, la Constitution me rend directement

responsable de la politique étrangère de la France et de ses moyens (art. 52 : Le président de la République négocie et ratifie les traités) et le renseignement en fait partie. Mais il est vrai que ça ne fonctionne pas bien. Je n'ai pas de projet en cours. Si vous avez des idées occupez-vous- en donc. Mais si vous vous plantez, je me souviendrai que ce n'est pas moi qui vous l'ai demandé ! »

Je conteraï plus loin dans ce volume les raisons et les modalités de cette réforme importante et réussie dans laquelle je me suis ainsi engagé, qui m'a valu je crois un vrai respect des professionnels concernés, mais qui restera naturellement, vu son objet, hélas, totalement inconnue de l'opinion publique.

Le président fut loyal et raconta fort exactement cette conversation sans témoin au secrétaire général de l'Élysée. Ainsi fus-je fait explicitement titulaire d'un mandat clair pour engager conversations, négociations et rédaction de projets de lois ou de décrets nécessaires au traitement de la chose.

J'adore cette anecdote, en ce qu'elle est joliment révélatrice de la nature de l'espace de liberté qui fut bien souvent le mien lorsqu'il s'est agi pour moi, Premier ministre, d'apporter quelques changements – il arrive dans certaines conditions qu'on appelle cela des réformes – aux règles ou aux formes habituelles de la marche de l'État. Je n'ai jamais formellement désobéi au président de la République, et il le savait bien. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai tenu trois ans et cinq jours dans cette fonction. Mais s'agissant de refonder la grille des salaires de la fonction publique, de la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, ou encore d'Air France, de Renault, de la Poste ou des Télécommunications, j'ai parfaitement conscience d'avoir quelque peu forcé son consentement et largement étendu le sens relativement délimité d'un accord initial donné à l'ouverture d'un chantier.

Chaque fois qu'il m'arrive – c'est bien sûr relativement fréquent – d'évoquer en compagnie quelque épisode de ma vie de réformateur, je m'attire invariablement cette réplique : « Vous devriez écrire vos Mémoires. »

Cette idée, en vérité, m'agace un peu. Je me fais certes une assez noble idée de ma trajectoire et de ce que j'y ai fait, mais je ne suis ni de Gaulle, ni Chateaubriand, ni Saint-Simon : chacun ses talents, je ne saurais mélanger les genres en osant me frotter à de tels prédécesseurs par des souvenirs classiques, voire académiques.

La nature m'a en outre doté de neurones un peu particuliers. Ils sont d'une assez belle agilité dès qu'il s'agit d'œuvrer pour l'avenir. Étant aujourd'hui intellectuellement aux prises avec le réchauffement climatique, la taxe carbone, la gouvernance des zones polaires s'ouvrant à l'activité humaine, les mécanismes économiques et financiers de la sortie de crise, et le désarmement nucléaire, je ne suis donc pas vraiment porté à m'occuper du passé. C'est structurel, ou, si l'on veut, congénital chez moi.

Il y a autre chose. A-t-on toujours besoin d'écrire des Mémoires au sens habituel dans ce monde hyper-médiatisé ? Avec le récit minutieux de chaque scène, le C.V. dévidé sans rien oublier, les moindres faits et gestes évoqués par le menu ? Non. A contrario, apporter des éclairages nouveaux est selon moi nécessaire. Ainsi, de cet étonnant personnage que fut mon père et de mes relations denses et explosives avec lui, certains savent tout... mais il me fallait quand même en dire plus. L'étrangeté de ma relation de plus de vingt-cinq ans avec François Mitterrand a fait l'objet d'au moins cinq ou six livres, sans parler de deux des miens, et tout est globalement dit. Néanmoins, d'autres angles d'observation peuvent être apportés. Et si je ne souhaite guère y revenir largement, c'est qu'à l'occasion de ces combats, tantôt côte à côte et tantôt face à face, il est bien des rappels ou des souvenirs qui peuvent blesser nombre d'hommes et de femmes dont l'enthousiasme et la sympathie nous ont portés, lui et moi, lui ou moi. Pourquoi raviverais-je ces blessures ?, me dis-je. Pour autant, l'Histoire ne doit-elle pas savoir certaines vérités.

Cette sorte d'indifférence à un passé résumé au culte de la petite phrase a fait en outre de moi un mauvais archiviste, ce qui est détestable pour des Mémoires traditionnels.

Enfin, il y a derrière cette question – Mémoires à l'ancienne ou pas ? – un autre problème, infiniment plus délicat. Il s'agit de la substance même de ce qu'on appelle la politique.

Le grand métier que j'ai choisi, que j'ai fait, et que j'ai aimé, est par nécessité comme par structure un métier double. Le même individu sur la même trajectoire doit à chaque instant ajuster ses observations, ses analyses et ses actes aux deux univers distincts dans lesquels il situe son action. Le gouvernant, car ce que je dis là ne concerne que les détenteurs de mandats exécutifs – maires, présidents de départements ou de régions, ministres – mais pas les membres d'assemblées délibérantes, conseils territoriaux ou Parlement, le gouvernant donc a charge de gérer une collectivité. Quelles que soient ses intentions réformatrices, il doit veiller à ce que l'ordre règne, les ordures soient enlevées, les trains arrivent à l'heure, les établissements scolaires fonctionnent ainsi que la police et la justice, etc. Le souci d'améliorer les choses, de réformer, ne peut venir qu'en plus : c'est un mandat en soi, c'est un métier. L'étrangeté vient de ce qu'il s'agit du seul genre de métier au monde où le collègue d'individus qui vous nomme est exactement celui sur lequel s'exerce votre propre autorité. Le second aspect du métier politique est donc la compétition absolument permanente entre les forces et individus souhaitant prétendre aux mêmes fonctions, et remplacer le titulaire momentané.

L'élection se fait tous les cinq ou six ans, mais la préservation de la confiance, qui légitime l'autorité, et la recherche de son augmentation demeurent une préoccupation d'absolument tous les instants. Le débat politique est aussi bien une réforme fiscale, hospitalière ou judiciaire qu'une campagne électorale.

Or, depuis que la télévision a atteint 95 % des foyers français et est devenue le média prescripteur dominant, soit depuis bientôt un demi-siècle, une dérive s'est emparée du système médiatique. Conséquence des servitudes de l'image, accentuée par la radio, non combattue ni limitée par la presse écrite qui se laisse déborder, cette dérive tend au remplacement progressif de l'information par le spectacle.

L'image ne fait pas fonctionner les mêmes neurones que le texte écrit. Sur un écrit, on peut ralentir la lecture, revenir en arrière, consulter un dictionnaire ou un atlas, bref on réfléchit. L'image au contraire passe à toute allure, interdit la fixation de l'attention, et ne laisse comme souvenir que celui de l'émotion qu'elle a provoquée.

Devant ces particularités de la communication, les deux aspects du métier politique ne sont pas semblables. La présentation de tout

projet de réforme exige celle d'un contexte, demande des explications parfois complexes, appelle la présentation d'avis contradictoires pas toujours simples. L'image supporte mal ces contraintes dont les directeurs d'antennes, rédacteurs en chef et surtout les annonceurs publicitaires cherchent à se débarrasser autant qu'il est possible. L'univers de la gestion est mal perçu par ces médias, qui le réduisent à la portion congrue.

Le monde de la compétition politique, la politique vue comme champ de bataille, en revanche, c'est à l'évidence « du gâteau », comme on dit familièrement. La manifeste prédisposition du petit écran à présenter mieux des visages que des foules ou des réunions de travail, le caractère uninominal de nos principaux scrutins, la facilité qu'il y a à effacer les rigidités ennuyeuses, les références à des partis, des groupes ou des assemblées pour centrer le projecteur exclusivement sur des individus quand le débat, la controverse ou la campagne prennent assez de vigueur pour le permettre, tout se conjugue pour encourager la partie « compétition permanente » de la vie politique en pays démocratique à se transformer en jeu de cirque, en spectacle national préférentiel. Les grands moments de ces joutes deviennent les temps forts du système, les commentaires vous informent de la préparation des athlètes comme pour Roland Garros, les sondages, eux aussi omniprésents, dopent la visibilité du spectacle presque aussi bien que le font les paris sportifs, et finalement même les moments de détente dans ce système asphyxiant de communication-divertissement, les émissions humoristiques du type « Guignols de l'info », ou autrefois « Bébête-show », choisissent aussi la politique comme support préférentiel de la rigolade nationale.

Sur la tendance longue, cette évolution rend de plus en plus impossible la gestion à peu près sérieuse des activités collectives, qui est la responsabilité directe des élus politiques. Cette ambiance ne peut que pousser à la dégradation de la qualité du politique dont tout pays a besoin, puisqu'à l'évidence pour triompher dans ces parties de pancrace-là¹ les acteurs du jeu politique n'ont nul

1. Le pancrace (en grec : *παγκράτιον*/pankrátion) est un sport de combat grec permettant au temps des Jeux olympiques antiques quasiment tous les coups, y compris mortels.

besoin d'avoir une connaissance précise des conditions de l'équilibre macroéconomique et de son rapport avec le chômage... Il y a là un processus que je trouve analogue à celui du déclin de l'Empire romain, notamment parce qu'on ne voit guère comment les choses pourraient éviter de s'aggraver.

Mais à court terme, au jour le jour, la dérive que je décris emporte une conséquence beaucoup plus immédiatement visible à l'œil nu : la moitié du métier politique disparaît. La gestion s'efface au profit de la compétition.

Tous les grands médias, les journaux écrits d'abord mais aussi les chaînes de radio et de télévision ont organisé leurs services d'information par grands thèmes : économie, international, sports, environnement, régions, etc. Le secteur financier, parfois le secteur social sont à l'occasion autonomes. Le domaine dit politique est également distingué comme tel. De ce fait, ce dernier service couvre la compétition permanente, c'est-à-dire la vie politique, mais il est déchargé de tout ce qui concerne la marche générale du pays, la gestion. Les services compétents s'en chargent, ce qui d'une certaine façon la technicise.

C'est donc dans tous les médias que le service politique a le monopole de présentation de tout ce qui concerne la vie politique, ses débats, ses contradictions et ses désaccords. Dans ces conditions, même le budget de l'État n'apparaît plus que comme une somme de choix de combat faits entre les projets de différents ministères ou de différentes forces politiques et entre les cibles fiscales distinctes que veulent protéger les différents partis politiques. Son sens principal d'accélérateur ou de ralentisseur de la conjoncture, et d'instrument de choix entre des politiques sectorielles variées est en général traité sérieusement par le seul secteur économique, et n'a de ce fait aucun accès à la priorité de l'information, disparaissant pratiquement de la radio et de la télé, et se limitant aux pages intérieures de quelques rares journaux. Il devient presque exclu que le grand public puisse y comprendre quoi que ce soit.

La conclusion évidente de tout cela s'adresse à vous, cher lecteur. Je maintiens absolument qu'en ce qui concerne mes origines, ma trajectoire, mes affrontements avec les plus célèbres de mes partenaires, vous savez déjà pas mal ce que des Mémoires élaborés selon les règles de l'art seraient censés évoquer.

Mais de ce que j'ai réellement fait vous ne savez sans doute à peu près rien, puisque pour l'essentiel cela n'a pas été raconté.

Bien sûr, c'est un peu moins affriolant que les belles bagarres d'individus ou la bataille des phrases choc dont beaucoup se repaissent. Mais cela pourrait bien être plus important.

J'ai deux raisons de m'attacher à cet aspect des choses.

La première est que la longueur de ma vie publique m'a permis de suivre certaines évolutions ou certains problèmes pendant une longue période. Ce qui donne assurément un angle de vue plus riche, et m'a souvent permis d'intervenir de nouveau après quelques années sur certains sujets, pour confirmer ou parachever des évolutions commencées. On le verra notamment à propos de l'économie sociale, de la voie d'eau, du problème de l'enseignement privé ou des possibilités des départements et territoires d'outre-mer de maîtriser un peu plus leur développement.

La seconde est que ce sujet est celui de savoir si la France est réformable et comment elle se réforme.

L'image de notre pays à cet égard est redoutable.

La France serait rigide, figée, incapable de se réformer autrement que par grands à-coups suivis de longues périodes d'immobilisme : Front populaire, Libération, avènement de la cinquième République...

Or, si la France a une vraie infirmité, qui est la quasi-inexistence du dialogue social et donc une vraie difficulté à se réformer, elle change tout de même beaucoup, et souvent en mieux. Mais elle ne regarde d'elle-même que ce qui se voit et fait du bruit, elle ne regarde pas – et du coup méconnaît – ce qui change lentement, ce qui se modifie discrètement. Avoir compris cela aide à pratiquer l'art de la réforme.

Au-delà de mes tribulations visibles, c'est cela que j'ai envie de conter. Je ressens un peu là un devoir de transmission du témoin, car il y a un art de la réforme particulier à la France, en raison des duretés de son histoire. Partager cet art est une manière de contribuer à sa pérennité.

Voici donc cher lecteur, non pas mes Mémoires – je m'en suis expliqué – ni même tout à fait les « Mémoires d'un réformateur », mais simplement le récit d'une action multiple et continue.

Avant-propos

Les éléments de biographie ou d'analyses politiques de situation qu'il m'a semblé nécessaire d'évoquer de nouveau ne sont là que pour éclairer les conditions dans lesquelles sont nés et se sont développés les principes et les convictions qui m'ont fait agir. J'ai cru devoir reprendre ici ou là, pour ce faire, quelques textes déjà publiés dans des articles ou des revues spécialisés.

Débats et controverses ne laissent pas de traces.

Je n'ai repris ici que, dans ma longue trajectoire, ce qui en reste.

Prologue

VIVE LE MILLE MÈTRES

« Rocard, vous vous moquez de moi. » « Non monsieur, je n'avais jamais couru le mille mètres, je ne savais pas que c'était si facile. »

Pour entrer à l'ENA, il y avait cinq épreuves sportives : le cent mètres, le saut en hauteur, le grimper à la corde, le cinquante mètres en nage libre et la course de demi-fond de mille mètres.

Ce mille mètres me terrorisait tout particulièrement. J'avais toujours été dernier à toutes les compétitions de gymnastique au lycée pendant six ans. À l'épreuve de l'ENA, je me suis à peine soulevé à la corde, j'ai fait un mètre dix au saut en hauteur, là où tout le monde fait un mètre trente, j'obtiens au total trois ou quatre points. J'avais terriblement peur du mille mètres, aussi je vais trouver l'examineur et lui dis : « Regardez-moi, je ne suis pas bien vaillant, je suis gringalet, je ne vais jamais pouvoir courir mille mètres. » Il se moque et réplique : « Comme vous voulez, Rocard, si vous ne pouvez pas, vous ne pouvez pas, qu'est-ce que vous voulez que cela me fasse, vous ne prenez pas le départ, je vous mets zéro, vous faites cent mètres, vous avez un, trois cents mètres, vous avez deux... »

Je prends le départ, je trotte en queue du peloton. Il fallait faire trois fois le tour du stade. Au premier tour, je suis toujours en queue, mais je vois deux ou trois de mes camarades qui s'effondrent... Je continue au même rythme. Deuxième tour de piste, d'autres copains abandonnent. À cinquante mètres de l'arrivée, nous ne sommes plus que trois, je me sens frais, en pleine forme, j'accélère sans pour autant forcer. Je termine premier à mon grand étonnement.

« Si ça vous amuse... »

C'est ainsi que j'ai découvert la lenteur de mon rythme cardiaque et, par là, mon endurance et ma capacité de résistance qui ont été des atouts fort utiles tout au long de ma vie.

Table

Chapitre XXVII : De l'immigration.....	375
<i>Souvenirs symboliques – Ne jamais glorifier la répression – Tristesse et indignation.</i>	
Chapitre XXVIII : Urgences écologiques :	
le climat, l'Arctique, l'eau	389
<i>Quand a-t-on ouvert les yeux ? – La prise de conscience – La complexité des quotas – Des quotas insatisfaisants – Rien n'est fait contre l'effet de serre – Deux mesures urgentes pour un monde en péril – Des vérités bonnes à entendre – Problèmes majeurs dans l'océan Arctique – Des revendications territoriales en Arctique – D'autres dangers – Comment économiser l'énergie ? – Comme un poisson dans l'eau – L'eau en conseil – Vitale ! – Des problèmes récurrents.</i>	
Chapitre XXIX : Nucléaire(s), sujets explosifs	415
<i>Du nucléaire militaire avec Alain Juppé, Bernard Norlain et Alain Richard – Le coup de tonnerre d'Hiroshima – Mon père et la bombe A – La dissuasion n'est pas infaillible – La prudence des politiques – La renaissance de la déraison – J'interpelle Jacques Chirac – La voie de la raison – Des situations périlleuses – Corée et Iran, deux menaces sérieuses – Quid de la menace terroriste ? – Et le nucléaire civil ?.</i>	
Chapitre XXX : Économie et crise financière :	
un combat permanent	435
<i>Pourquoi le chômage ne baisse-t-il pas ? – La pression des fonds de pension – Quinze ans à observer et expliquer – Un capitalisme mortellement instable – Quel libéralisme veut-on ? – Une fortune singulière – Les effets ravageurs de la liberté prônée par Milton Friedman – En quête de solutions – La crise des subprimes – L'immoralité gagne quand les règles ont perdu – Un enjeu mondial.</i>	
Chapitre XXXI : La fin du travail.....	457
<i>Une société moins matérialiste – Je suis un optimiste de la volonté – Gouverner pour entraîner – La sauvagerie sociale est de retour – Déjà la démocratie participative – L'auto-organisation pour tous.</i>	

Chapitre XXXII : L'art de la Paix.....	467
<i>Puiser dans l'expérience de l'édit de Nantes – Vouloir la paix – La recherche du compromis, une obligation préalable – Israël/Palestine : qui veut vraiment la paix ? – Briser le tabou majeur – Négociateur – Confiance et discrétion – Accepter de lourdes concessions – Penser à la réconciliation... En Corse aussi ! – Un autre conflit en débat : celui du Pays basque – Où en sommes-nous et pourquoi ? – On ne négocie jamais seul – La médiation ne s'invente pas – Convaincre l'opinion – Parler à chacun – Un espoir au cœur.</i>	
Chapitre XXXIII : Des médias	503
<i>Media Story – L'image refoule l'écrit – Des infos à la vitesse de la lumière – La malédiction des sondages – Le bruit et le spectacle – L'effet pervers de la finance – Vers une perspective de solution.</i>	
Chapitre XXXIV : L'art de gouverner.....	519
<i>Un engagement de surmenés – Labourer le champ des décisions – Des bénéfices politiques différés – Le bonheur de la longévité – La malédiction des promesses électorales – Consulter, négociateur bis – La nécessité de l'évaluation – La complexité du métier de politique – Le politique est forcément tiraillé – D'où viennent les politiques ? – Que faire, alors ?.</i>	
<i>Épilogue</i>	549
<i>Annexe</i>	569
<i>Remerciements</i>	571